

L'émeute prime

La nouvelle ère des soulèvements

Joshua Clover
Entremonde / Senonevero

Chapitre 8 : Rébellions surnuméraires (p. 156 à 176)

On conjecture beaucoup, parfois grâce à des financements publics, sur la façon dont les émeutes se propagent¹. Si les analyses abondent, c'est en grande partie parce que les exemples individuels sont soumis à des contingences réelles et à des déterminations locales ; les explications mécanicistes donnent naissance à leurs propres exceptions aussi rapidement qu'à leurs confirmations. Le langage le plus couramment employé est celui de la contagion, les vecteurs en étant des agents individuels ou les médias de masse. En 1793, William Godwin écrivait :

Rien n'est plus connu que la facilité avec laquelle la convivialité d'un banquet réunissant de nombreux participants peut dégénérer en pillage et en émeute [...] la bienveillance de l'opinion gagne d'un homme à l'autre, en particulier parmi les personnes dont les passions ont été peu habituées au contrôle du jugement [...] rien n'est plus barbare, assoiffé de sang et insensible qu'une foule triomphante.²

Deux siècle plus tard, les auteurs de *L'insurrection qui vient* suggèrent qu'« un mouvement révolutionnaire ne se répand pas par la contamination, mais par la résonance³ ».

Le roman de Sam Greenlee, *The Spook Who Sat by the Door*, paru en 1969, fait apparaître une conception de l'émeute raciale débordant ses limites spatiales pour devenir une guerre des races sous forme de guérilla, menaçant l'État-nation.

L'explosion eut d'abord lieu à Oakland, puis ce fut le tour de Los Angeles, puis, parcourant le pays comme à saute-mouton, Harlem et le sud de Philadelphie [...] Chaque ville où l'on trouvait un ghetto se demandait si elle allait y passer. Le pays le plus puissant de tous les temps se trouvait au bord de la panique et du chaos⁴.

Des sauts, des bonds. Il s'agit d'une fiction, bien entendu. De plus, dans l'histoire de Greenlee, cette généralisation est l'œuvre de « Combattants de la liberté », des simili-Panthers. On a là un produit typique de 1969, de l'idée du parti d'avant-garde toujours vivace à cette époque. Mais la logique implicite est moins métaphorique que la fiction, moins idéaliste que la résonance. En-deçà ou au-delà de la fiction, le récit de Greenlee concorde avec la diffusion des émeutes en France en 2005, en Grande-Bretagne en 2011, aux États-Unis en 2014 et 2015. L'émeute part à la recherche de populations surnuméraires, et celles-ci constituent la base de son expansion. Il ne s'agit pas de nier la capacité des émeutiers, des pillards, ou des gens qui tirent sur les flics. Il ne s'agit pas non plus de suggérer que de telles rébellions, alors qu'elles font tâche d'huile, ne reposent pas sur diverses conceptions, conscientes et collectives. C'est simplement le même mouvement vu par l'autre bout de la lorgnette, depuis la perspective de l'émeute

1 Cf. par exemple l'Institut Minerva, financé par le département de la Défense états-unien.

2 W. Godwin, *Enquête sur la justice politique et son influence sur la morale et le bonheur aujourd'hui* (1793), Lyon, Atelier de création libertaire, 2005, p. 202 – 203.

3 Comité invisible, « Mise au point », tract distribué en janvier 2009.

4 S. Greenlee, *The Spook Who Sat by the Door* Détroit, Wayne State University Press, 1969, p. 236.

elle-même. Depuis celle-ci, on peut commencer à synthétiser les catégories de crise, population surnuméraire et de race qui semblent être les caractéristiques durable de *l'émeute prime*, en Occident.

Ces trois aspects sont tous englobés dans le résumé concis de Ruth Wilson Gilmore :

« La crise n'est pas objectivement bonne ou mauvaise, elle indique au contraire un changement systémique dont l'issue est déterminée par la lutte. La lutte, qui est un mot politiquement neutre, survient à tous les niveaux de la société lorsqu'un peuple s'efforce, par tâtonnements, de déterminer comment employer les capacités inutilisées ». (*Golden Gulag*, Berkeley, 2007)

C'est ce changement dans la lutte que nous avons cherché à localiser. L'émeute est précisément une évaluation de capacité inutilisées, des surplus générés par la production de la non-production qui caractérise la descente le long de l'arc d'accumulation.

Parmi ces surplus, celui dont le développement historique est le plus marquant et celui qui incite le plus à repenser la classe sociale, est cette fraction de la population la plus sujette à l'émeute : la population relativement surnuméraire. L'argument logique à propos de la « production progressive » de cette couche appauvrie de la société, qui a été déjà en grande partie abordé, est exposé sur l'ensemble du Livre I du *Capital* jusqu'au chapitre XXV. C'est là où nous parvenons au résumé de la contradiction en procès qui s'épanouit dans la crise et la population surnuméraire, deux facettes différentes du même processus qui impose la domination croissante du capital constant sur le capital variable, sapant l'accumulation en expulsant le travail hors du procès de production : « Avec l'accumulation du capital qu'elle produit elle-même, la population ouvrière produit donc en un volume croissant les moyens de sa propre surnumérisation relative⁵ ». Que ceci constitue un achèvement de l'argumentation théorique de l'ouvrage est perceptible par la façon qu'a Marx de changer totalement de modalité, faisant ensuite un bond en arrière pour effectuer une reconstitution historique de ce qu'on nomme l'accumulation primitive et l'origine du capital.

La population surnuméraire est composée de multiples couches. La membrane potentiellement la plus importante se situe entre l'armée industrielle de réserve (qui demeure conceptuellement dans la logique du marché du travail, entraînant les salaires à la baisse, entrant et sortant du salariat selon les évolutions de l'offre et de la demande de travail) et la population surnuméraire stagnante, régulièrement exclue du salariat formel, les « chômeurs structurels », pour utiliser un jargon conventionnel. Pour cette tranche, le problème de la reproduction se pose toujours. Les gens qui se trouvent dans cette situation ne peuvent ni se placer dans un état d'animation suspendue, ni vivre de l'air du temps. Ils sont au contraire poussés vers les économies informelles, souvent semi-légales ou illégales, qui ne leur donnent qu'un accès indirect au salaire formel. Il s'agit de la fraction de l'humanité qui gagne moins que le minimum vital. Cette informalisation peut se comprendre comme « des façons d'organiser l'activité économique pour lesquelles le capital obtient un très fort retour et le travail un retour excessivement faible⁶ ».

On peut ici relever le rapport entre la population surnuméraire élargie au niveau mondial et la hausse rapide de l'endettement au cours de la Longue Crise. C'est au sujet

5 K. Marx *Le Capital*, 1993, p. 707

6 J. Breman, *Outcast Labour in Asia*, New Delhi, Oxford India Press, 2010, p. 24.

de cette période que Gilles Deleuze a énoncé cette formule cinglante : « l'homme n'est plus l'homme enfermé, mais l'homme endetté », qui a été reprise rétrospectivement par ceux qui étaient sur la piste d'une nouvelle ontologie économique de la dette. On oublie généralement ce que Deleuze écrit ensuite :

Il est vrai que le capitalisme a gardé pour constante l'extrême misère des trois quarts de l'humanité, trop pauvres pour la dette, trop nombreux pour l'enfermement : le contrôle n'aura pas seulement à affronter les dissipations de frontières, mais les explosions de bidonvilles ou de ghettos⁷

Ce qui de fait remet en cause la distinction initiale au départ très nette de Deleuze. Mais ce qu'il écrit introduit à la place une identification plus marquante, à propos de *l'unité des exclus et des endettés*. Ils constituent le même surplus mondial. La croissance explosive du secteur de la dette est une autre facette de l'informalisation par laquelle le besoin du capital financier de trouver des débiteurs rejoint l'explosion des populations contraintes de vivre avec moins que les salaires minimums. Le microcrédit, le prêt étudiant et le prêt sur salaire sont des instruments parallèles, tout aussi peu durables les uns que les autres, au service du projet de stabilisation de ces surnuméraires en pleine expansion et de leur maintien, d'une façon ou d'une autre, dans les circuits du profit.

Il s'agit de manifestations de populations surnuméraires au sein d'une tendance structurelle à l'excédent réel. Même avec l'accroissement de la population, la capacité relative du capital à absorber du travail se réduit, générant à la fois une augmentation relative et absolue des populations « libérées » par ce qu'on se plaît à nommer progrès, émancipées du fardeau du travail et en définitive du fardeau de la vie elle-même. Les membres du Groupe de recherche mondiale sur les luttes sociales, travaillant avec la même approche qu'Arrighi et Beverly Silver, ont repéré dans le sillage de la vague de soulèvements de 2011 un type de luttes qui ne tombait ni dans la classification de ce qu'ils nomment les luttes « de type Marx », ni dans celle « de type Polanyi » - reposant respectivement sur la récente subsomption à la classe ouvrière et sur la perte de privilège de classe -, mais en nécessitait une nouvelle : « Lutte d'une population surnuméraire relative stagnante⁸. »

Même si l'attention portée aux luttes de classes traditionnelles a pu, chez certains, masquer jusqu'à récemment ces évolutions, elles ont été depuis longtemps centrales et manifestes dans la Longue Crise. Breman écrit :

Dans les années 1960 et 1970, les décideurs occidentaux considéraient l'économie informelle comme une salle d'attente, ou une zone de transit temporaire : les nouveaux arrivants pouvaient y trouver leurs marques et comprendre comment fonctionnait le marché du travail urbain [...] en fait, la tendance était inversée⁹

Il ne semble pas que l'absorption de travail à l'échelle mondiale, accompagnant la nouvelle remontée de long de l'arc de l'accumulation soit à l'ordre du jour. Aux États-Unis, la surnumérisation croissante a constitué une caractéristique fondamentale de la Longue Crise. L'historien Aaron Benanav écrit :

7 G Deleuze, *Pourparlers*, Paris, Minuit, 1990, p. 246.

8 In I. Wallerstein, C. Chase-Dunn, C. Suter (éds), *Overcoming Global Inequities*, Londres, Paradigm Publishers, 2015, p. 192.

9 J. Breman, *op. Cit.*, p. 366.

Cela est particulièrement vrai pour ceux qui étaient précédemment employés dans le secteur manufacturier, qui a dégraissé des millions d'emplois. C'est aussi le cas pour les jeunes qui ont récemment rejoint la force de travail pour la première fois et, par dessus tout, pour les ouvriers de couleur [...]

Entre 1947 et 1973, le taux de chômage était en moyenne de 4,8 %; après 1973, il s'élevait à 6,5 %. Depuis 1973, il y a eu une période exceptionnelle, 1995 – 2001, durant laquelle le taux de chômage est retombé à son niveau d'avant 1973. Sauf pour ces années, le taux de chômage après 1973 s'élève à 6,9 %, soit 43 % plus élevé que la moyenne précédente. Cette hausse n'est pas seulement due au fait que les niveaux de chômage ont été plus élevés pendant les récessions. Les reprises économiques sont de plus en plus des *reprises sans embauches*. La réduction du chômage a pris progressivement plus de temps à chaque décennie. Après la récession de 1981, il a fallu vingt-sept mois pour que le chômage retrouve son niveau d'avant la récession ; après celle de 1990, trente mois ; après celle de 2000, quarante-six mois. Après la récession de 2007, le reprise du marché du travail a pris six ans et quatre mois¹⁰

Il est à présent devenu impossible de penser que ces phénomènes ne seraient que de simples rééquilibrages cycliques d'un marché du travail tendant vers le « plein emploi » (même lorsque le seuil de chômage, par lequel est défini cet objectif, est régulièrement revu à la hausse). Les tendances longues sont visibles et on ne voit plus aucun des signes qu'on pourrait attendre d'un retournement séculaire attendu. Pas de voiles à l'horizon. Dans un tel contexte, on pourrait repenser la classe en dépassant le modèle traditionnel que nous avons rencontré au chapitre précédent, avec sa « classe ouvrière », relativement immuable et sociologiquement positiviste, et les formes de lutte qui l'accompagnent. Étant donné le déclin relatif de cette forme de travail, Marx doit avoir quelque chose d'autre en tête quand, arrivé à sa conclusion sur les populations surnuméraires, il avance que « l'accumulation du capital est donc en même temps augmentation du prolétariat¹¹. »

Prolétarianisation et racialisation

La faiblesse du modèle statique de « classe ouvrière » ne réside pas uniquement dans une certaine incapacité abstraite à intégrer les restructurations du capital, mais dans un manque d'attention portée aux évolutions des acteurs de la lutte. Comment pourrait-on réfléchir à l'émeute comme forme, non seulement d'action collective, mais de lutte des classes, alors que la racialisation semble être une caractéristique fondamentale de *l'émeute prime* aux États-Unis et plus généralement dans l'Occident en cours de désindustrialisation ? C'est là que l'explication passe principalement par la population surnuméraire, qui joue un rôle de médiation essentiel. Étant donné l'accroissement relatif et absolu actuel du nombre de ceux que se trouvent exclus des secteurs productifs et de l'économie formelle en général, on ne peut plus utilement conceptualiser les populations surnuméraires comme des supplétifs, des cas particuliers ou des exclus d'une force de travail dont l'image nous a été légués par l'ère de forte accumulation. Au contraire, nous pouvons envisager le *prolétariat* comme ne désignant pas ceux qui travaillent directement pour le capital, mais selon son sens originel ; une distinction que rappelle ici Gilles Dauvé :

Si l'on identifie prolétaire et ouvrier, travailleur, alors on ne voit pas ce qu'il y a de subversif dans la condition de prolétaire. Le prolétariat est la négation de cette

10 A. Benanav, « Precarity Rising », in *Viewpoint Magazine*, 15 juin 2015.

11 K. Marx, *Le Capital*, op. Cit., p. 688.

société. Il réunit non pas les pauvres, mais ceux qui ne disposent d'aucune réserve, et n'ont à perdre que leurs chaînes ; ceux qui n'ont rien, et ne peuvent se libérer qu'en détruisant tout de l'ordre social actuel¹².

Pour Dauvé, il s'agit là d'une vérité qui a été mal comprise, et non une révision de la catégorie sous l'influence de métamorphoses historiques. Ce sont ces métamorphoses qui importent. Plus la classe ouvrière historique est contrainte d'affirmer le capital pour sa propre existence, plus largement ses « capacités inutilisées » se développent, et plus nous constatons l'importance du prolétariat élargi et en particulier du rôle de la prolétarianisation passive, la « dissolution des formes traditionnelles de (re)production¹³. Cet élargissement n'est cependant pas neutre quantitativement.

Nous pouvons ici faire retour à la formulation choc de Stuart Hall, « la race est la modalité par laquelle la classe est vécue¹⁴ » Elle s'avère encore plus convaincante et analytique quand on envisage un prolétariat incluant les populations surnuméraires et qui doit donc abandonner le modèle sociologique de « l'identité ouvrière » comme composante essentielle de l'appartenance de classe. Nous avons déjà observé les disparités dans la répartition de la privation d'emploi à Détroit ; c'est, malheureusement et sans surprise, un phénomène généralisé. Il n'est pourtant pas organique. Comme l'esclavage lui-même, il est socialement produit. Entre 1880 et 1910, au cours d'une période de pénurie de travail, les taux de chômage des Blancs et des Noirs étaient à parité. L'écart se creusa dans l'entre-deux guerres avec « le passage des Noirs d'un secteur à l'autre, quittant en particulier l'agriculture, et l'évolution de la demande qui s'éloignaient des secteurs dans lesquels les Noirs étaient employés¹⁵ » Le passage à une économie industrielle, puis en cours de désindustrialisation, avait donc eu une composante racialisée : depuis les années 1960, le chômage des Noirs a été au moins deux fois supérieur à celui des Blancs, et dans les moments de crise cela ne va que s'intensifiant. Ces dernières années, le chômage des jeunes Noirs dans les villes mentionnées dans le roman de Greenlee a fluctué autour de 50 %: en comparaison, la structuration globale de l'emploi de ces villes est comparable au désastre grec actuel, dans cette crise qui n'en finit pas.

Gilmore propose de lire les transformations de l'appareil étatique comme des façons de gérer cet irrémédiable excédent, se concentrant particulièrement sur l'incarcération :

D'après moi, les prisons sont des solutions géographiques partielles aux crises politico-économiques, organisées par l'État, lui-même en crise. La crise implique que l'instabilité ne peut être résolue que par des mesures radicales, parmi lesquelles le développement de nouvelles relations et d'institutions nouvelles ou rénovées, en-dehors de celles qui existent déjà. L'instabilité qui a marqué la fin de l'âge d'or du capitalisme états-unien en fournit une clé, comme nous le verrons. Dans les pages qui suivent, nous observerons comment certaines catégories de gens, de terres, de capital, de capacités de l'État ont été rendues inactives – c'est-à-dire surnuméraires – ce qui s'est passé, et pourquoi les résultats peuvent être logiquement expliqués, mais n'étaient

12 G. Dauvé, « Capitalisme et communisme » in J. Barrot, *Communisme et question russe*, Paris, Ed de la Tête de feuilles, 1972, p. 211.

13 Cité dans M. Davis, *Le Pire des mondes possibles*, Paris, La Découverte, 2006, p. 180.

14 S. Hall (et al.), *Policing the Crisis. Mugging, the State, and Law and Order*, Londres, Macmillan, 1978, p. 394. Même si l'origine est collectivement créditée, on attribue généralement cette formule à Hall, en partie parce qu'elle est reprise ailleurs dans d'autres travaux signés par lui seul.

15 In *The American Economic Review*, 87 : 2, mai 1997, p. 307, 309. Remarquons que la plupart des données de cette étude concernent l'emploi masculin.

absolument pas inéluctables¹⁶.

A partir de cette corrélation entre crise et caractère surnuméraire, elle observe les populations soumises à ce nouveau régime de violence étatique, réfléchissant à « la démographie des prisons, en particulier leur domination exclusive sur les pauvres, travailleurs ou sans-travail, dont la plupart ne sont pas blancs ». Elle finit par conclure :

L'adéquation entre zones connaissant une profonde restructuration économique, taux de chômage élevés et sous-emploi masculin, et une surveillance intensive des jeunes par l'appareil judiciaire criminel de l'État montre que la population surnuméraire relative est le problème auquel l'État répond par la prison comme solution¹⁷

Remarquons que l'émeute est l'autre de l'incarcération. Ce qui revient à dire qu'elle est une conséquence et une réponse à des régimes d'exclusion inexorables et allant s'intensifiant, à la surnumérisation, le manque d'accès aux biens, la surveillance et la violence d'État, ainsi que l'incapacité de l'État de répartir les ressources en vue de la paix sociale. Il s'agit là de conditions locales et particulières pour quasiment toutes les rébellions majeures de l'histoire récente. Si la solution apportée par l'État au problème de la crise et des surnuméraires est la prison – la gestion carcérale – l'émeute est une lutte directe contre cette solution – une contre-proposition d'ingérabilité.

Un programme de désordre absolu

Le rapport entre émeute et racialisation est, entre autres, un élément du débat pour identifier le sujet révolutionnaire de la Longue Crise. L'importance des populations surnuméraires dans ce débat n'apparaît cependant pas dans les premiers pays industrialisés, mais dans le monde décolonisé, dans la description la plus fameuse reste *Les Damnés de la terre* de Frantz Fanon. Il écrit que « la constitution d'un lumpenprolétariat est un phénomène qui obéit à une logique propre et ni l'activité débordante des missionnaires, ni les arrêts du pouvoir central ne peuvent enrayer sa progression ». Des populations sont poussées vers la ville par la démographie et l'expropriation des terres familiales, où elles découvrent que l'accès à l'économie formelle est barrée, et « c'est dans cette masse, c'est dans ce peuple des bidonvilles, au sein d'un lumpenprolétariat que l'insurrection va trouver son fer de lance urbain », parce que cette cohorte « constitue l'une des forces le plus spontanément et le plus radicalement révolutionnaire d'un peuple colonisé¹⁸.

Cette situation de surnuméraire commune aux populations dominées soumises à une incessante violence d'État racialisée est devenue le cadre de référence dans lequel les mouvements Black Power ont pu s'identifier aux luttes anticoloniales du monde entier. La maturation de ce sujet dépossédé comme acteur politique aux États-Unis sera décrite au moyen d'antagonismes de portée mondiale et insérée dans une sorte de *Bandungroman* de la lutte anticoloniale, inscrivant les Noirs états-uniens au chapitre des colonisés. Des groupes tels que le Revolutionary Action Movement et les Black Panthers étudiaient attentivement Fanon et d'autres. C'est la logique du lumpen, des exclus, qui permet de saisir la colonisation comme processus mondial dont le terrain d'affrontement n'est pas celle de la classe ouvrière classique. Pour Newton, cela s'avère

16 R. W. Gilmore, *op. Cit.*, p. 26 – 27.

17 *Ibid.*, p. 15 et 113.

18 F. Fanon, *Les Damnés de la terre*, Paris, Maspéro, 1961, p. 97 – 98.

fondamental dans l'élaboration de sa théorie de la lutte. Suivant en cela les ambiguïtés de la situation au cours des transitions des années 1960, Newton oscille entre une conception de la population noire ghettoïsée des États-Unis comme partie la plus exploitée de la classe ouvrière traditionnelle, générant des superprofits qui rende possible la projection mondiale du projet colonial, et l'idée de lumpen exclu de Fanon. « Parqués dans les ghettos de l'Amérique, encerclés par toutes les usines et tous les composants physiques de son système économique, nous avons été transformés en « damnés de la terre », relégués à la position de spectateurs », écrit-il. Cette situation est assurée par « l'armée d'occupation, incarnée par la police locale », la gestion domestique des populations noires comme colonisation interne¹⁹.

Cet argument, associé à l'effondrement du cadre de référence des luttes pour les droits civiques et ses gains progressifs qui semblaient à portée de main durant la période d'expansion, et les analyses de penseurs comme Gilmore qui voient dans l'essor du système carcéral d'État une gestion des surnuméraires, commence à former un système de coordonnées. Le capital soutient et propulse le colonialisme, tout en assurant la prolifération des populations surnuméraires, dans une dynamique combinée qu'on aurait pu qualifier de division mondiale du non-travail. Mais ce n'est pas le capital qui directement met au pas ou exproprie les populations surnuméraires. Il n'est pas non plus à même, en définitive, d'acheter la paix sociale. Les *classes dangereuses* du monde entier sont unies non par leur rôle comme producteurs, mais par leur rapport à la violence d'État. C'est là que se trouve la base de la rébellion surnuméraire et de sa forme,, qui doit dépasser la logique de la reconnaissance et de la négociation. « La décolonisation, qui se propose de changer l'ordre du monde, écrit Fanon, est, on le voit, un programme de désordre absolu²⁰. »

A la lumière de cela il nous faut remarquer que *l'émeute prime* ne tire pas davantage ses origines de la place du marché dans l'Europe du début de l'époque moderne que dans les rébellions d'esclaves et des soulèvements anticoloniaux des XVIII^e et XIX^e siècles, parmi ceux dont l'asservissement était déjà assuré par une violence directe et légale. Ranajit Guha souligne autant l'aspect organisationnel de ces luttes que les conséquences de leur oubli. « L'insurrection, écrit-il, était une entreprise à la fois motivée et consciente de la part des masses rurales. » Il poursuit :

Cette conscience semble n'avoir pourtant reçu que très peu d'attention dans les ouvrages concernant ce sujet. L'historiographie s'est contentée de traiter le rebelle paysan en tant qu'individu empirique ou membre d'une classe spécifique mais non comme une entité dont la volonté et la raison nourrissent la praxis qu'on appelle rébellion. Cette omission est d'ailleurs couplé, dans la plupart des récits historiques, à des métaphores assimilant les révoltes paysannes aux phénomènes naturels : elles éclatent comme les or ages, ébranlent comme les tremblements de terre, se propagent comme les incendies, se répandent comme les épidémies²¹.

Cette idée s'inscrit dans le débat familier entre capacité d'action et détermination. S'il se cantonne à un pôle de cette dialectique, c'est probablement pour manifester les effets rhétoriques pernicious du point de vue opposé et de sa supposée objectivité. Guha expose brillamment un effet remarqué plus haut, par lequel la prétendue spontanéité de telles rébellions fournit une opportunité idéologique de

19 H.P. Newton, *op. Cit.*, p. 135 et 149.

20 F. Fanon, *op. Cit.*, p. 29.

21 R. Guha, « La prose de la contre -insurrection » in R. Guha, S. Amin (et al.) *Subaltern Studies. Une anthologie*, Toulouse, Asymétrie, 2018, p. 23.

traiter les rebelles comme bestiaux et sauvages, manquant de rationalité, incapables de se contrôler, socialement déterminés mais non déterminants, pas totalement humains – ce qui donne ensuite lieu à la racialisation actuelle des acteurs de l'émeute et fournit une justification implicite à la domination racialisée. Se livrer à l'émeute revient à échouer à être à la hauteur de l'humanité. Échouer à être sujet.

On voit des exemples de ce débat contradictoire sur la question du sujet dès le début de la Longue Crise. En 1972, Alain Badiou fustige avec un certain sarcasme « la fulgurante nouveauté des masses marginales en dissidence », les rejetant au nom de leur collusion avec le désordre (sous les espèces théoriques du flux, du libre jeu, etc.), en faveur de la « systématisation enfin cohérente des pratiques révolutionnaires de leur temps » par Marx et Engels²². Parmi les nombreux partisans de cette conception, Badiou est particulièrement intéressant pour son évolution ultérieure, exprimant des affinités avec le camp de la « populace », dans son *Réveil de l'histoire* (dans lequel il reprend par sympathie le terme racialement connoté de « racaille » pour désigner ses protagonistes, un synonyme de « populace » dont le ministre de l'Intérieur de l'époque, Sarkozy, avait fait son arme oratoire de prédilection). Cette évolution est cependant inachevée : pour son « communisme générique », l'ordre est toujours à l'ordre du jour, même si c'est au titre de l'Idée et non du Parti. Son parcours confirme néanmoins une évolution plus profonde de la base matérielle à partir de laquelle on peut comprendre ces acteurs, un changement où toute opposition entre les « masses marginales en dissidence » et une idée des possibilités révolutionnaires tend à disparaître.

Il s'agit là du contenu essentiel de la recomposition de classe à un niveau mondial. L'accent que met Guha sur l'aspect conscient et raisonné, la subjectivité révolutionnaire, de soulèvements en apparence spontanés dans ce qui a parfois été appelé la « périphérie » est un exemple de la réponse apportée à ceux qui de prendraient pas de telles luttes en considération. Cet aspect, isolément, demeure partiel. La description que fait Fanon de l'entrée implacable sur la scène politique des populations surnuméraires et de leur rapport inflexible à certaines formes d'action collective, en constitue le complément indispensable. Le parcours qu'il retrace n'est allé qu'en s'intensifiant, alors que « les villes sont devenues des décharges où se retrouvent des populations surnuméraires, employées dans le secteur des services et du commerce, sans qualification, sans protection sociale et à bas salaire²³ ». Mike Davis, dans *Le Pire des mondes possibles*, donne l'étendue de ce développement, avec son inventaire accablant des populations surnuméraires du monde entier. Un des aspects de cette dynamique est la certitude que ces évolutions progresseront de façon encore plus frappante jusqu'au cœur des zones désindustrialisées, en parallèle de la surnumérisation racialisée.

Cela a donc constitué une sorte de double débarquement de l'émeute dans l'Occident en voie de désindustrialisation. Ou plutôt des conditions qui font que ces luttes qu'on nommera émeutes sont inévitables. Elle descend des émeutes contre l'exportation et sur le marché des XVII^e et XVIII^e siècles, et va de la périphérie vers le cœur. Ce double mouvement est une convergence des logiques capitalistes et coloniales, leurs désordres qui se retournent contre elles.

L'émeute publique

22 A. Badiou, *Théorie de la contradiction*, Paris, Maspéro, 1972, p. 72.

23 United Nations Human Settlements Program, *The Challenge of Slums. Global Reports on Human Settlements*, Londres, Routledge, 2003, p. 40.

Nous avons plus haut vu la première faiblesse de la catégorie d' « émeute raciale » : l'ambiguïté de la « race » elle-même. Gilmore, ainsi que de nombreux autres penseurs, avance que la race n'a pas d'existence autonome. Mais elle n'est pas non plus le fruit de l'imagination. Elle est au contraire produite par un processus qu'elle nomme « racisme », et que nous avons appelé « racialisation », qu'elle définit comme le fait « de produire et d'exploiter, avec l'aval légal de l'État ou non, l'exposition à une mort prématurée, différenciée suivant les groupes²⁴. Chris Chen propose de ne pas se concentrer sur la « race », mais sur l'attribution raciale, les processus structurels par lesquels la race est produite, à distinguer « des actes volontaires d'identification culturelle – et d'un ensemble de réaction à la domination raciale, allant de la fuite à la révolte armée²⁵. En phase avec l'argumentation générale, nous dirions cependant que les assignations idéologiques préexistantes quant à la signification (ou la non-signification) des soulèvements et des émeutes concourent à une telle attribution. L'émeute, en dépit de la production systématique de son caractère inéluctable, est un des moments de l'exposition dont parle Gilmore ; elle est la forme de lutte disponible pour les populations surnuméraires, préalablement racialisées. Prendre part à l'émeute revient à se placer dans la catégorie des personnes dont la position dans la structure sociale les contraint à certaines formes d'action collective plutôt que d'autres. Nous pouvons finalement dire que le sens du terme « émeute raciale » se renverse : non que la race serait la cause de l'émeute, mais que l'émeute fait partie du processus actuel de racialisation. Ce n'est pas la race qui fait l'émeute, mais l'émeute qui fait la race.

Un tel énoncé nous ramène forcément une fois de plus à l'idée que « la race est la modalité par laquelle la classe est vécue ». Cette formule est tellement connue qu'elle échappe à son contexte. Il s'agit en fait d'une affirmation relative, entre autres, aux émeutes. Dans un passage précédent, généralement ignoré, du même texte, on trouve une formulation élargie qui ancre la formule dans des luttes concrètes.

C'est en suivant la modalité de la race que ceux que les structures exploitent, excluent et asservissent systématiquement se comprennent comme classe exploitée, exclue et asservie. C'est pourquoi c'est principalement par et via la modalité de la race que la résistance, l'opposition et la rébellion s'expriment *en premier lieu*²⁶.

La précision « en premier lieu » a son importance. Elle signifie que les confrontations débouchent ensuite sur d'autres modalités – sur la classe, en conclusion, étant donné la formule lapidaire qui vient ensuite. En même temps, la « modalité » cherche à dépasser la hiérarchie de l'apparence et de l'essence, dans laquelle ce qui pourrait apparaître comme étant le vécu de la race s'avèrerait ensuite être la vérité de la classe. Il y a au contraire continuité et amalgame. Il faut ici rappeler que la formule de Hall se concentrait au départ sur l'identité noire [*blackness*] et les difficultés apparaissent quand on l'étend allègrement à la race en général. Aux États-Unis comme au Royaume-Uni, de différentes façons, une hostilité historique à la détermination noire [*antiblackness*] est venue constituer des hiérarchies de racialisation telles que les populations noires pauvres sont proches de l'exposition absolue à la surnumérisation et à la violence d'État. Au sein de cette hiérarchie, on constate l'interaction mouvante entre exploitation et exclusion, dominations impersonnelles et gestion directe violente. La logique de surnuméraires structurellement racialisés signalant un nouveau prolétariat traverse l'antinomie apparente entre classe et race pour manifester la racialisation, à la fois comme caractéristique et comme moteur de la recomposition de classe.

24 R. W. Gilmore, *op. Cit.*, p. 28.

25 C. Chen, *op. Cit.*, p. 205.

26 S. Hall (et al.), *op. Cit.*, p. 347.

Simultanément, la catégorie de surnuméraire offre un moyen permettant d'appréhender plus largement et de façon plus souple les transformations actuelles. Surnuméraire n'est pas synonyme de race, et il ne peut pas non plus en être facilement dissocié. Nous nous trouvons au milieu d'un exode en direction du monde surdéveloppé stimulé par l'instabilité géopolitique et par l'incapacité du capital à absorber suffisamment de travail dans les zones émergentes du système-monde – une diaspora indissociable de la surnumérisation élargie. Cela ne peut aussi qu'accroître la pression sur le déroulement de la racialisation, sur les formes et les cadres de l'exclusion. A la lumière de cette émergence actuelle des populations surnuméraires et des politiques de surnumérisation, nous pouvons maintenant passer de l'énoncé précédent concernant l'émeute, comme modalité de la race à une proposition élargie : *l'émeute est la modalité par laquelle la surnumérisation est vécue*.

Ce qui revient à dire que la *circulation prime* est l'ère de *l'émeute prime*, et pas seulement au sens où elle connaît une hausse absolue et relative des épisodes émeutiers par rapport aux grèves. *L'émeute prime* est la situation dans laquelle la vie surnuméraire *est* émeute, est le sujet politique et l'objet de la violence d'État. Dans la réorganisation sociale de la Longue Crise, les surnumérisés sont traités à tout moment comme émeute – en formation, en cours, en délitement – non par erreur, mais par reconnaissance. Comme l'écrit la philosophe Nina Power dans sa liste contradictoire de « Trente-trois thèses sur le problème public », « le public n'a jamais existé » - mais aussi « le public ne coïncide pas toujours avec ce rien qu'il est censé être ». Les surnuméraires ne sont rien et doivent être tout. D'où la thèse 31 : « le public est une émeute lente²⁷

Power écrit aussi que « la police est le public et le public est la police ». L'ambiguïté de cette formule trouve certainement sa source chez Robert Peel, à l'origine des pratiques policières modernes au Royaume-Uni, et de sa conception de la gestion policière comme expression d'une volonté sociale générale et non une force imposée de l'extérieur. Noble pensée, à n'en pas douter. La vérité quelque peu hasardeuse de cette conception repose sur la façon qu'a le public, une population rendue civique, d'adopter une forme d'autodiscipline de gauche, qui est toujours présente, passive, et qui surgit souvent pendant les émeutes actives, lorsque les citoyens épris de liberté se pressent pour remettre leurs compères sur le droit chemin en plaidant pour un pacifisme éthique, plaidoyers qui, s'ils ne sont pas entendus, se voient répétés et assortis de la menace d'appeler à la rescousse un policier en uniforme pour faciliter l'émancipation des auteurs de troubles. En ce sens, l'émeute porte en elle sa police.

Cela est doublement vrai, suivant une autre réflexion que nous avons précédemment rencontrée, sur la fonction de la police d'État quant à son intégration dans *l'émeute prime*. Étant donné la façon dont la violence d'État se substitue dorénavant à l'économie, le public surnuméraire existe au sein d'une économie de la violence d'État. Mais cela opère comme une limite. Une telle exposition permanente induit une unité et une auto-identification, et il n'est donc pas facile de s'en défaire. Il s'agit là du paradoxe auquel fait face le public surnuméraire, pour *l'émeute prime*, un problème qui devient manifeste quand l'émeute éclate ouvertement :

La police, en ce sens, n'est pas une force de l'ordre extérieure appliquée par l'État à une masse déjà engagée dans une émeute, mais constitue une partie intégrante de celle-ci : non seulement elle est sa bougie d'allumage standard, produisant son effet

27 N. Power, « Thirty-one Theses on the Problem of the Public » in *Objective Considerations of Contemporary Phenomena*, MOTINTERNATIONAL, 2014.

déclencheur par le meurtre habituel, entre les mains de la police, d'un jeune homme noir, mais aussi le partenaire actif nécessaire à la foule émeutière dont la place doit être libérée, si l'on peut parler d'une quelconque libération ; qui doit être attaquée en tant qu'ennemi, si la foule doit trouver une quelconque unité ; qui doit être contrainte à reconnaître la puissance d'agir d'un groupe généralement soumis²⁸.

On ne peut s'empêcher de voir dans cette relation hégélienne de la reconnaissance, la dialectique émeute – police si typique de *l'émeute prime*. Nous repensons immédiatement à la transposition que fait Fanon de cette même scène à la situation coloniale – tout autant qu'à l'affirmation, selon Susan Bucks – Morss, selon laquelle Hegel se serait inspiré de la lutte anticoloniale à Haïti pour ses écrits, de sorte qu'avec Fanon on assiste moins à une transposition qu'à une boucle qui se referme²⁹. La lutte pour la décolonisation, dans l'approche de Fanon, doit dépasser la question de la reconnaissance, étant donné que les colonisés ne peuvent être incorporés ni dans l'État en tant que libres citoyens ni dans l'économie en tant que libres travailleurs. Il faut donc en arriver au « remplacement d'une « espèce » d'hommes par une autre « espèce » d'hommes. Sans transition, il y a substitution totale, complète, absolue³⁰.

Il faut dire clairement que la situation de la Longue Crise des pays en voie de désindustrialisation ne peut pas être identifiée au déroulement de la lutte anticoloniale. Ni, comme nous l'avons déjà souligné, qu'elle n'a aucun rapport avec celle-ci. Les divisions conceptuelles entre centre et périphérie, premier et tiers monde, etc., sont plus que jamais d'actualité. La liaison, nous l'avons dit, se trouve dans la présence croissante d'une population dont le travail ne peut jamais être objectivé. Il ne saurait être question de redistribution quand les possédants se cramponnent toujours plus implacablement à la richesse déclinante du système-monde, la concentrant toujours davantage. Ceux qui sont structurellement exclus se regroupent dans les rues et les places, dans les zones d'attente et les ceintures des cités étincelantes, et mourantes. *Nous sommes la crise*. Historiquement, les régimes d'accumulation au Royaume-Uni et aux États-Unis ont trouvé un moyen d'absorber ces populations, d'instaurer un circuit pour leur autoreproduction qui est aussi reproduction du capital. A présent la question de la reproduction prolétarienne se pose de plus en plus au-delà du salariat. Les acteurs de *l'émeute prime* ne peuvent pas non plus envisager une quelconque subsistance sur le marché, à la façon de la précédente ère des émeutes. La séparation entre production et échange et la présence de la police constituent l'absence même de cette possibilité. La grande recomposition de classe et l'abstraction de l'économie sont une et même chose. La fixation des prix, même sous sa forme actuelle, s'avère un palliatif des plus éphémères. Le public dont la modalité est l'émeute doit à un moment ou à un autre faire face à la nécessité de poursuivre sa reproduction non seulement au-delà du salariat, mais au-delà de la place du marché.

C'est en cela que l'émeute est le signe d'une situation qui doit en définitive se rendre absolue. Non à cause d'une quelconque nature sauvage et affective de l'émeute, même si ceux qui ont connu de telles expériences en connaissent la force étourdissante, mais du fait de la situation, toujours en cours d'évolution et de déterritorialisation, dans laquelle elle est prise. *L'émeute prime* n'est pas une revendication, mais une guerre civile.

On obtient, donc, quelque chose comme une dernière contradiction. D'une part, l'émeute doit se rendre absolue, aller vers une autoreproduction au-delà du salaire et du marché, vers un agencement social que nous définissons comme la *commune*, toujours une guerre civile. De l'autre, l'émeute a partie liée, de façon intrinsèque et extrinsèque,

28 « A Rising Tide Lifts All Boats », *op. Cit.*, p. 98.

29 S. Buck – Morss, *Hegel et Haïti* (2005), Paris, Lignes/Léo Scheer, 2006.

30 F. Fanon, *op. Cit.*, p. 29.

avec la fonction policière qui semble bloquer cette absolutisation. Cette contradiction offre plusieurs entrées pour comprendre les émeutes, les rébellions et les soulèvements des années qui nous séparent de l'effondrement mondial du marché de 2008 – les spécificités historiques que ceux-ci incarnent, les échecs qu'ils connaissent, le futur qu'ils présagent.

Manquant de recul offert par des études extensives, il nous faudra faire avec des modèles. Deux exemples seront particulièrement intéressants pour envisager la situation de *l'émeute prime* dans le monde sur développé. Deux paysages, donc, la place et la rue. Tout comme le port et l'usine étaient respectivement le lieu de l'émeute et de la grève, ils sont l'habitat naturel de *l'émeute prime*. Ce sont les lieux de la circulation, celle des biens et des corps. Ils valorisent simultanément la logique des luttes sur la circulation et montrent l'inachèvement historique de cette dynamique. Un des paysages est composé de la série des occupations des esplanades en 2011 qu'on connaît comme le mouvement Occupe, la répétition états-unienne du mouvement des places. L'autre comprend les émeutes de 2014, tout d'abord locales puis nationales, à la suite, respectivement, du meurtre de Michael Brown à Ferguson, au Missouri, et de la décision de ne pas poursuivre son meurtrier, l'officier de police Darren Wilson. Lorsque ces émeutes débordent de leurs périphéries, elles bondissent pour atteindre une vingtaine de villes, y compris chacune des localités citées dans le passage extrait de *The Spook Who Sat by the Door*.

Chapitre 9 : l'émeute au présent : place, rue, commune (p. 176 à 191)

L'émeute, le blocage, la barricade, l'occupation. La commune. Voilà ce à quoi nous allons assister dans les cinq, quinze, quarante années à venir. La liste n'est pas nouvelle. Elle est devenue une sorte d'évidence parmi les quelques groupes qui se reconnaissent dans la fin du programme ouvrier. Il ne s'agit pas ici de réitérer chacun des éléments de la liste, ni d'expliquer en quoi ils sont probablement plus efficaces maintenant qu'ils n'ont pu l'être à un moment donné. C'est sûrement le cas. Il ne s'agit pas de dire, avec ce livre, que les luttes sur la circulation désignent l'approche correcte en vue de « bloquer le capital » (quelle que soit la formulation) afin de le faire plier. La circulation est valeur en mouvement en vue de la réalisation ; elle est aussi un régime d'organisation sociale dans le capital, imbriqué avec la production au sein d'un rapport mouvant dont le déséquilibre se manifeste comme crise. Nous avons essayé de faire ressortir les fondements théoriques et historiques pour « les circonstances déjà existantes, données et transmises par le passé », les raisons pour lesquelles dans de telles circonstances plus de luttes sur la circulation sont inévitables, et comment une compréhension plus aboutie de ce cadre conceptuel et de cette histoire matérielle peut servir d'intermédiaire entre ce qui *est* et ce qu'*il faudrait*. Cela en s'appliquant à en faire apparaître le noyau pratique, en quelque sorte, à partir duquel les luttes à venir ne manqueront pas d'éclore.

La place et l'alliance de classe

L'*agora* classique grecque désigne à la fois la place du marché et l'assemblée publique, un aspect double qui perdure encore de façons toujours plus spectrale au cours de la première ère des émeutes. Le retour de *l'émeute prime* sur la place rappelle les luttes sur le marché de la première ère, les ambitions sociales de ces luttes sur l'économie. Il ne saurait en être autrement. En même temps, elles démontrent l'impossibilité d'un tel retour

Quand les diverses occurrences du « mouvement des places » qui orientait la lutte

mondiale de 2010 – 2011 font leur apparition sur l'agora, elles représentent à plus d'un titre une démonstration claire de l'argumentation de ce livre. Elles vont directement au lieu emblématique de la circulation. Leur origine dans les populations surnuméraires est évidente. On peut considérer l'emballement du Printemps arabe causé par l'immolation de Mohamed Bouazizi, un Tunisien par la masse de ceux qui sont poussés vers l'économie informelle et ensuite continuellement harcelés par la police. Un tel emballement dépend de la nature exceptionnelle de la séquence, son paroxysme de paupérisation. Mais il repose simultanément sur la nature paradigmatique de la situation de Bouazizi, un parmi les nombreux que les transformations politico-économiques ont rendu surnuméraires, inabsorbables, privés de futur, jetés dans les espaces publics.

Et pourtant, le fait que *l'émeute prime* se déroule sur la place moderne manifeste son confinement à l'espace politique. C'est là, plus ou moins, le problème transcendantal de 2011. Le capitalisme réalisé repose sur la séparation de l'économique et du politique, l'autorité du peuple pouvant être conceptualisée indépendamment des problèmes censément technocratiques d'extraction et de distribution des ressources. Cette séparation s'exprime dans la distance entre les principales émeutologies que nous avons déjà eu l'occasion de rencontrer ; d'une part, les conceptions politiques de Badiou sur l'Idée, et de l'autre l'économisme machinal de l'Institut des systèmes complexes de Nouvelle – Angleterre, entre autres. Nous voyons à présent comment la population de *l'émeute prime* se hisse à un rang historique, non au moyen d'une idée commune, ni à travers les fluctuations mortelles du prix des denrées alimentaires mais parce qu'elle correspond à une unité politico-économique sous-jacente, une réorganisation matérielle de la société, qui la met aux prises avec un ensemble commun de problèmes et un terrain commun sur lequel les affronter.

Les pièges du politique sont légion. Les campements Occupy avaient besoin de la violente répression et de son cortège d'indignation afin de se développer, ce qui était cohérent avec leur disposition générale vis-à-vis de l'État et de ses institutions. On a assisté à un autre piège au cours de la longue émeute de la crie grecque : l'*antikristos* auquel se livrent la police et ses adversaires sans discontinuité depuis 2008 précède et annonce l'occupation de la place Syntagma d'Athènes et les attaques répétées contre le Parlement. Ce qui constitue probablement le piège politique le plus bouleversant est le fait que les coups d'État du Printemps arabe, en apparence initiés par la rue, aient débouché sur des révolutions formalistes, fatalement inachevées. *Les gens veulent la chute du régime*. « Mais cette opposition est en fait circulaire », comme certains l'ont souligné.

Ce caractère circulaire n'est jamais aussi apparent qu'avec le départ de Mohamed Morsi, trente mois après la chute de Hosni Moubarak, un an et une semaine après sa propre élection. Il ressort que ce n'était *pas* la chute du régime que les gens voulaient, quelque version abstraite de la démocratie³¹ ;

Malgré les projets de réhabilitation entrepris par divers philosophes, la démocratie demeure le contraire de l'absolutisation. « Si on commence par l'État, on finit par l'État », remarque Kristin Ross, soulignant que raconter la naissance de la Commune de Paris sous la forme d'une confrontation entre une population et son gouvernement limite notre compréhension de l'événement somme étant une lutte pour le contrôle d'un État qui demeure l'État³². C'est une limite pour la théorie comme pour la pratique, en particulier quand on cherche à comprendre de quelles façons l'État évolue à partir des structures du capital et en quoi elles lui sont nécessaires.

31 Research and Destroy, « The Wreck of the Plaza », 14 juin 2014, disponible en ligne.

32 K ; ROSS, *L'imaginaire de la Commune*, op. Cit. p. 20.

Ce besoin démocratique sans objet ne sera nulle part aussi présent aux États-Unis, où la délibération devient une fin en soi. Les objectifs concrets d'Occupy Wall Street (OWS) furent rapidement délimités. Au départ, le mouvement avait annoncé son intention (peu plausible) de bloquer la Bourse, d'interrompre le capital financier lui-même dans sa course effrénée. Promptement rabattu vers la place qu'il allait rendre célèbre, ceinte de barricades et de flics, il se déversait à intervalles réguliers dans les rues ou sur le pont de Brooklyn. Son autre but avoué était d'élaborer une revendication unitaire contre l'oligarchie financière qui était tenue pour responsable de la crise financière et contre les mesures d'austérité qu'elle avait entraînées. Il apparut rapidement, sinon tactiquement, que toute revendication spécifique menaçait de fracturer le fragile rassemblement. Et donc tout le camp devint « sa propre revendication », à la fois appel à reconnaître la misère vécue de l'austérité et une préfiguration imaginaire d'une autogestion future. Le fait que la plus fameuse invention d'OWS ait été le « microphone humain », une façon de communiquer, est assez parlant.

Occupy Oakland partagera des similitudes génériques avec OWS et ne manquera pas de délibérations. Les différences seront plus intéressantes. Occupation plus militante, elle incarne l'idée d'émeute comme modalité, et pas uniquement parce qu'elle déboule régulièrement dans les rues de la ville et se transforme en émeute active. Quand on l'envisage au regard de la forte concentration de richesse, de gentrification et l'augmentation des inégalités propres à Oakland et à la région de la baie de San Francisco (sans être toutefois uniques), la destruction à intervalles réguliers de propriété par le mouvement Occupy Oakland constitue une sorte de fixation des prix : une tentative de déprécier un marché foncier en hausse en s'attaquant aux normes bourgeoises d'habitabilité. En même temps, le mouvement s'en prend directement à l'économie. A deux reprises, les occupants firent fermer le grand port d'Oakland (à chaque fois au moyen d'une collaboration déplaisante avec le syndicat des dockers), une fois au cours d'une tentative de grève générale – la première aux États-Unis depuis 1946. Parallèlement à ces luttes classiques sur la circulation, il n'est pas surprenant qu'Occupé Oakland se concentre autour d'une cantine communale, qui manifeste la centralité des populations surnuméraires dans l'occupation.

Malgré son rôle au sein du réseau national d'occupations à l'automne 2011, il faut aussi comprendre la formation d'Occupy Oakland à la lumière d'autres approches, dont celle de la « double émeute », un lieu commun mal compris à son niveau systémique. En France, les émeutes de 2005 sautèrent d'une banlieue à l'autre, en particulier celles qui comptent des populations immigrées et fortement informalisées, à la suite de la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré qui fuyaient la police ; en 2006, ce qu'on a appelé les émeutes du mouvement contre le CPE étaient une réplique à la tentative de restructuration du marché du travail des jeunes et passaient par des occupations d'universités. Le schéma se reproduit au Royaume-Uni dans l'ordre inverse : d'abord les luttes étudiantes de 2010, comprenant à la fois des occupations de campus et la mise à sac du siège du parti conservateur ; puis les émeutes de Tottenham de 2011, après le meurtre de Mark Duggan. A Oakland, les émeutes du début 2009 font suite au meurtre d'Oscar Grant par la police ; on assiste en 2009 – 2010 à une série d'occupations d'universités qui amènent une répression militarisée en Californie (et dans tout le pays), mais qui se concentrent sur Berkeley, juste à côté.

La forme de la double émeute est assez claire. Une émeute est issue de la jeunesse qui découvre que les voies d'accès, qui lui promettaient autrefois une intégration formelle un minimum sécurisée, sont à présent coupées. L'autre forme de l'émeute provient des populations surnuméraires racialisées et de leur gestion violente

par l'État. Ceux qui détiennent des lettres de crédit dorénavant sans valeur et ceux qui n'en détiennent rien du tout. Quand on évoque cette double figure contemporaine, les deux côtés sont censés être en opposition, l'abjection des uns manifestant le privilège relatif des autres. On a là une compréhension biaisée de la crise et de ses populations, des modes de temporalités par lesquels l'exclusion se déroule. Il ne s'agit pas ici de discuter de nouvelles catégories sociologiques qui viendraient supplanter les classifications périmées d'une ère précédente, remplaçant un ensemble réifié d'acteurs par un autre. Il s'agit au contraire de faire ressortir le mouvement réel au sein duquel ces catégories sociales se déploient, évoluent, s'élaborent de façon interne et en rapport avec les autres forces sociales. L'occupation d'Oakland, qui prit brièvement le nom de Commune d'Oakland, peut se lire comme une tentative impossible de synthétiser ces deux composantes de la double émeute – et comme un exemple vécu du terrain de lutte de ces populations, de plus en plus commun, leur mouvement inachevé les uns vers les autres.

La composition du campement était sa force et sa faiblesse : la base de son militantisme et les termes de son alliance de classe intenable pour les exclus et les privés d'accès. Elle démontre « une contradiction essentielle dans ce que manifeste actuellement le campement de fortune [...] entre l'abjection du camp de réfugiés et l'activisme du camp politique », ainsi que Sasha X qualifie les choses³³. Une telle description passe à côté de l'assujettissement effectif du « camp politique » aux conditions politico-économiques. On pourrait tout aussi justement décrire Occupy Oakland comme un exemple de prolétarianisation inachevée. Au moment où il se déroule, il n'est pas encore tout à fait possible d'unifier la double émeute en un seul camp. Cela exprime de la façon la plus claire la contradiction entre idéologie et pratique. Le discours dominant d'Occupy - « Nous sommes les 99 % », et en tant que tels dignes d'une part équivalente de la richesse sociale et du pouvoir de classe – ne peut représenter ceux dont les existences sont déjà au-delà des promesses d'amélioration institutionnelle et de redistribution. Dans cette formulation, le lien matériel entre le mouvement Occupy et le monde des bidonvilles, le pire des mondes possibles, n'apparaît quasiment pas, même si dans ce monde figure de plus en plus de lieux comme Oakland. Or, en même temps, les formes de lutte d'Oakland (émeute, grève générale, fermeture de port) sont bien rattachées à la politique des populations surnuméraires, une politique sans programme.

De telles politiques, qui tendent vers l'absolutisation, n'allaient pas demeurer sans adversaires. Ceux qui peuvent encore se projeter, à partir de leur situation sociale, dans une image de redistribution et de retour à quelque moment précédent d'équilibre social (ressemblant toujours à la période du Long Boom et à un keynésianisme nostalgique), étaient souvent disposés à appuyer leurs conceptions au moyen d'une collaboration passive, et active, avec la police.

Pour toutes ces raisons, l'occupation était particulière. Elle se démarquait certainement sur la carte de toutes les occupations : toute en cagoule noires et rouge de colère, dont les fractions menaient une politique qualitativement différente, s'attaquant à l'austérité de l'État en le prenant comme adversaire et non comme associé floué, une Société des Ennemis pour qui l'affrontement avec la police était moins un but qu'un incontournable de la position. Elle se rattache mieux à un récit mondial, un fil rouge qui court depuis les émeutes de banlieue jusqu'à toutes les fêtes lacrymogènes à venir. L'alliance effective ou l'absence de distinction entre camps de population surnuméraire

33 Sasha X, « Occupy Nothing, Utopia, History, and the Common Subject » in *Mediations*, n° 28 : I, automne 2014, p. 62.

et autres groupes politiques ne pouvant être intégrés à un partenariat avec l'État compose une caractéristique essentielle de l'émeute prime – et une caractéristique certaine de se propager et de s'intensifier en poursuivant sa mutation en parallèle d'une production accrue de non-production et d'instabilité politique à l'échelle mondiale.

La rue et l'écart

La logique des luttes sur la circulation n'a connu aucun exemple aussi spectaculaire que les 24 et 25 novembre 2014, lorsque l'émeute s'est propagée d'une ville à l'autre depuis une banlieue de Saint-Louis, après un épisode de violence intolérable, dans la gestion fatale des populations racialisées, surgissant de cette façon qu'ont les émeutes de débiter l'ère de *l'émeute prime*, non de nulle part, mais de partout. Le lieu de cette émeute est la rue, la rue où Michael Brown a été tué, la rue où les gens se sont rassemblés pour attendre la nouvelle que son meurtrier ne serait pas inculpé, la rue où, ensuite, les gens se sont retrouvés. La rue où la violence contre la police a ouvert la voie au pillage des centres commerciaux, et a permis de s'évader vers d'autres cibles. Et après, les voies rapides, à l'échelle du continent, bloquant embranchement après bretelle de tout le système autoroutier national, le paysage bâti de la circulation, qui fut à un moment donné le plus grand chantier de travaux publics de l'histoire. Et pourtant, il ne faut pas ramener tout ceci au spectacle, à la représentation. Le blocage du trafic, l'interruption de la circulation comme projet immédiat et concret, n'exprimait rien moins que le désir impossible à assouvir de *faire que tout s'arrête*. Les voies rapides et les axes pénétrants étaient ce qu'il avait de plus proche de ce *tout*, de la totalisation et de la chosification antihumaine de ce monde.

Les mêmes scènes dans tout le pays donnaient une impression étrange de coordination, d'organisation sans organisation. Les émeutes prirent une dimension nationale non seulement sous l'impulsion de l'impunité accordée à un officier de police, mais par une série de meurtres survenus dans l'intervalle dans tout le pays, flic contre gens, maillons d'une chaîne infinie. Plus remarquable et plus frappant encore que le bond spatial de ces émeutes, cependant, est leur durée. C'est là que se situe la vraie nouveauté de Ferguson.

Après que Mickael Brown a été abattu par Darren Wilson, les émeutes locales ont débuté immédiatement et ont duré presque deux semaines. La mesure de l'émeute est une science inexacte ; néanmoins, cette séquence semble avoir dépassé en durée chacun des exemples que nous avons évoqués, depuis Détroit, Newark et Chicago jusqu'à nos jours. Quiconque était à Ferguson comprend combien ce fait est extraordinaire. Une petite municipalité juste au nord de Saint-Louis, dont la population est de vingt mille habitants, ayant connu son apogée avec trente mille habitants autour de 1970 juste avant d'être frappée par la désindustrialisation. Il n'y a pas l'équivalent de deux semaines de choses à brûler. Il n'y a pas d'esplanade à occuper, mais la complicité entre la place et la rue perdure. Sur l'avenue commerçante de West Florissant, l'épicentre des émeutes, les gens ont brûlé l'épicerie QuikTrip et utilisé une bonne partie de son esplanade jusqu'à ce qu'elle soit bouclée par l'État.

La transformation raciale de la ville a été frappante, même si elle a connu une trajectoire de plus en plus fréquente, passant de trois quarts blanche et un quart noire en 1990 à pratiquement l'opposé en 2010. La structure traditionnellement états-unienne de l'exode blanc, qui a autrefois transformé le centre des villes en zone de confinement pour populations surnuméraires, a évolué pour ressembler au modèle européen et

mondial, de banlieues et de bidonvilles qui intègrent les populations surnuméraires en cercles concentriques autour des villes.

Phil A. Neel expose clairement comment ces évolutions démographiques et la géographie d'un paysage estompé fournissent le cadre de « l'émeute périurbaine », dont le soulèvement de Los Angeles en 1992, sans revendication ni centre, forme le parangon³⁴. Neel donne un élément supplémentaire pour expliquer la difficulté à contenir l'émeute : l'absence d'une classe de dirigeants noirs dévoués à l'ordre, susceptible d'agir comme intermédiaire au nom de la communauté. Cela est très révélateur de ce qui est en fait une évolution structurelle bien plus importante.

L'usage, quasi universel pour *l'émeute prime*, la rébellion, le soulèvement, après avoir fait irruption et connu une victoire, importante ou superficielle, est de se scinder en deux tendances. Elles sont parfois ouvertement opposées, parfois se recoupent ou s'allient. La première penche vers une sorte de populisme, une tentative de grossir ses rangs en faisant appel à la sympathie populaire, mettant à profit sa couverture médiatique et d'autres appareils discursifs. Elle évolue inéluctablement vers une certaine forme de respectabilité politique et globalement vers la pression morale qui s'exerce par la désobéissance civile et la non-violence en général. Elle cherche à développer une force politique, agiter l'opinion, gagner des concessions. A un moment ou un autre, elle sera systématiquement attirée dans l'arène politique, assujettie à être intégrée à la plateforme ou la base d'un parti dans le jeu électoral. Si cette fraction politique est rapidement sommée de justifier le désordre causé par l'émeute, elle reprend à son compte l'allégation de Martin Luther King Jr., « l'émeute est le langage de ceux qui ne sont pas entendus ». C'est immédiatement séduisant : il serait difficile de ne pas entendre dans chaque soulèvement la plainte des paupérisés. Et pourtant, il s'agit là d'une lecture symptômale sans véritable examen, présupposant que le cri incohérent de l'émeute doit en fait avoir quelque signification au-delà de lui-même et qui reste à déchiffrer ; qui plus est, la caractéristique fondamentale de l'émeute est d'ébaucher cette signification – tous les autres aspects malheureux auxquels on assiste dans les journaux sont désavoués par l'appel humaniste universel à comprendre la souffrance de l'autre et même à pardonner les excès de son expression. Dans cette façon de voir les choses, même l'émeute sans revendication est transcodée comme étant elle-même une revendication, quelque chose que l'ordre actuel pourrait satisfaire si seulement elle était entendue. La négociation devient une vérité transhistorique.

Le second mouvement voit dans l'émeute quelque chose qui est au-delà ou en-deçà de toute communication. Il s'intéresse moins à des mesures politiques qu'à des dispositions pratiques, vers ce qui est matériel, dans tous les sens du terme. Ces dispositions pratiques peuvent inclure le pillage, le contrôle de l'espace, l'érosion du pouvoir de la police, rendre une zone inhospitalière pour les intrus, et la destruction de la propriété vue comme déterminant l'exclusion des émeutiers du monde entier qu'ils trouvent toujours devant eux et dans laquelle ils ne peuvent jamais pénétrer.

La division est aussi vieille que l'émeute elle-même et n'est pas absolument nette. Les actes discursifs ont aussi des aspects pratiques et, à l'inverse, la vitrine brisée ou le magasin incendié est inévitablement une forme de communication. L'écart est néanmoins évident, socialement vécu par ses acteurs, et se répète régulièrement, sans exception. Cela sera tout aussi vrai à Ferguson, où chaque nuit d'émeute se déroulaient des manifestations pacifiques qui se conformaient en grande partie aux prescriptions policières et des actions moins convenables parmi lesquelles l'incendie volontaire et les

34 P. A. Neel, « New Guettos Burning », 17 Août 2014, disponible en ligne.

tirs sur des officiers de police. Alors que les factions travaillaient en collaboration pendant les tout premiers jours, ou n'étaient pas encore totalement formées, elles furent de plus en plus en désaccord, en particulier après qu'un nombre important d'ecclésiastiques arrivèrent à Fergusson pour confirmer ce qu'ils avaient appris des enseignements du révérend King.

Mais c'est là qu'une évolution historique pointe à l'horizon, une évolution de toute première importance. Depuis le mouvement des droits civiques (et avant lui le mouvement féministe de la « première vague »), le côté du légalisme, de la pression morale et de la respectabilité a effectivement dominé le débat assez rapidement après chaque soulèvement. Cela a été le cas notamment parce que cette approche offrait de réelles avancées, même si elles étaient limitées. Il n'est plus plausible de produire de tels résultats. Le succès de la stratégie discursive reposait sur un certain niveau de richesse sociale, des marchés du travail en tension, une continuité entre les profits à préserver même si cela impliquait des sacrifices relatifs pour le capital.

On peut peut-être imaginer des revendications au présent qui modifieraient substantiellement, si elles étaient satisfaites, la situation des exclus. Leurs rangs qui grossissent sont pourtant la même chose que l'incapacité à satisfaire de telles revendications – les deux faces de la crise. Tout comme les États-Unis ne peuvent plus assurer l'accumulation à un niveau mondial, et doivent par conséquent ordonner le système-monde par la coercition et non par le consentement, l'État ne peut plus proposer le genre de concessions remportées par le mouvement des droits civiques, ne peut plus acheter la paix sociale. Tout en bâton, sans la carotte. Les émeute de Baltimore à la suite du meurtre de Freddie Gray en 2015, dont la durée et l'intensité amenèrent en réponse la Garde civile et un état d'urgence de dix-neuf jours, ne font que confirmer cette situation.

De ce fait, l'écart ne peut plus aussi facilement être comblé. L'allongement des émeutes et de leur fureur est sans nul doute à la mesure des pressions sociales mises en place autour d'un maintien de l'ordre racialisé et de la violence immanente appliquée à la gestion des populations surnuméraires en général. C'est aussi à la mesure de l'appel, de moins en moins audible, à la modération et l'optimisme accommodant. Cette approche conserve toujours un certain attrait, comme le montre l'institutionnalisation actuelle des soulèvements de Fergusson et de Baltimore grâce au confinement opéré par les organisations non-gouvernementales. Parallèlement, il devient de plus en plus difficile de réfuter l'argument selon lequel la violence et l'assujettissement arbitraires sont structurels et ne peuvent être résolus, ni en pratique, ni en théorie, par la redistribution participative.

A défaut de changement imprévisible de l'organisation sociale sous-jacente, l'écart se creusera toujours plus et restera béant plus longtemps. C'est ainsi que la tendance à l'absolutisation apparaît au niveau concret. Si l'on comprend chaque moment comme un écart de durée croissante, le nombre d'écarts qui s'ouvrent à un moment donné augmentera aussi. Il est prévisible qu'une série d'entre eux, apparaissant en cascade – au départ, mais pas exclusivement, orientées par des luttes racialisées – parviendra à se maintenir, tout en se ralliant d'autres luttes qui joueront leur va-tout contre un désordre rampant, un désordre qui se situe à présent non du côté de l'émeute mais de l'État, du côté de ce qui a auparavant été un ordre violent. Contre ce grand désordre, une auto-organisation nécessaire, la survie dans une tonalité différente. Il n'est même pas nécessaire d'estimer cela probable pour l'estimer plus probable qu'un programme socialiste renouvelé, même quand il s'affublerait des habits neufs d'une

économie censément nouvelle.

La commune et la catastrophe

Si la place et la rue ont été les deux lieux de *l'émeute prime*, elles débouchent toutes les deux sur la commune. La commune, cependant, n'est quant à elle pas un lieu, pas une « agglomération territoriale », comme disait Kropotkine³⁵. Son histoire a consisté à échapper à cette détermination, même si des instances particulières prennent le nom de leur position. On pourrait dire qu'elle est plutôt un rapport social, une forme politique, un événement. Elle a reçu tous ces qualificatifs. Nous avons aussi exposé qu'elle était une tactique, inscrite aux répertoires de l'action collective, tels que Tilly les a pensés et que nous les avons repris ici. Cela peut paraître une disposition curieuse pour une entreprise aussi soutenue et élaborée que la commune. Une dernière digression, alors, pour élucider cette affirmation et l'intégrer à tout autre chose.

Bruno Bosteels, dissociant la commune de son occurrence parisienne par trop déterminante, nous fournit une entrée essentielle. Dans son étude de ce que l'historien Adolfo Gilly a appelé la Commune de Morelos (dont l'apogée se situe en 1914 – 1915), il écrit :

Au niveau des formes d'organisation et de leur apparition, on reproche à l'anarchisme de privilégier les soulèvements et les attaques spontanées comme faisant partie de son idéologie de l'action directe, à laquelle une conscience de classe socialiste, ayant la prise de l'État en ligne de mire, peut seule fournir l'organisation nécessaire à un mouvement politique durable³⁶.

Cette antinomie, avec son assimilation déjà idéologique entre identification politique et formes d'action, est précisément ce que la commune vient dissoudre : « Toutefois il existe une forme politique dans laquelle les anarchistes et les socialistes -- même au Mexique -- semblent à même de trouver un terrain commun : la forme de la commune³⁷. Marx, à propos de Paris, relève cette pluralité de la commune, dont il tire un enseignement plus univoque :

Son véritable secret, le voici : c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre les appropriateurs, la forme enfin trouvée qui permettrait de réaliser l'émancipation économique du Travail³⁷.

Cette conclusion est ambiguë si l'on analyse Morelos au regard de Paris, étant donné la continuité provisoire entre paysans et ouvriers qu'on y trouve, réforme agraire au côté de luttes anticapitalistes dans les usines de sucre en voie d'industrialisation rapide (une ambiguïté que Bosteels étend à toute l'histoire souterraine de la « commune mexicaine », jusqu'au soulèvement zapatiste de 1994 et à la commune d'Oaxaca de 2006). Ce qui revient à dire que de ce point de vue, il n'est pas du tout évident que le secret de la composition de la commune repose en « gouvernement de la classe ouvrière » particulier, que dans ce qui est commun aux différentes fractions sociales.

Et c'est exactement la question. Dans les transformations actuelles, la forme de la commune est impensable sans l'articulation de la classe ouvrière traditionnelle à un

35 Cité dans K. Ross, *L'imaginaire de la Commune*, op. Cit., p. 151.

36 B. Bosteels, « The Mexican Commune », in S. Brincat (éd), *Communism in the Twenty-Frist Century*, t. II, Santa Barbara, Praeger, 2014, p. 168.

37 K. Marx, *La Guerre civile en France* (1871), Genève/Paris, Entremonde, 2012, p. 57.

prolétariat élargi. C'est-à-dire qui ne soit pas orienté par les travailleurs productifs, mais selon les populations hétérogènes de sans-réserves. Comme l'émeute, la commune peut comporter des ouvriers, mais pas nécessairement en tant qu'ouvriers. Ross précise que la commune est en partie définie par l'ampleur de ce rapport :

Ce que la commune en tant que moyen politique et social offrait, que l'usine n'offrait pas, était une portée sociale plus large – qui incluait les femmes, les enfants, les paysans, les vieux, les chômeurs. Elle ne s'arrêtait pas au domaine de la production mais incluait la production *et* la consommation³⁸.

Cela paraît d'abord une allégation curieuse, puisque c'est le capitalisme lui-même qui est basé sur les circuits entremêlés de la production et de la consommation, la paire qui nous fournit les prototypes des luttes modernes : la grève et l'émeute, la fixation des salaires et des prix. Cela impliquerait que la commune permette la production et la consommation de ce qui est nécessaire (et des plaisirs ! - le « luxe communal », comme le dit Ross dans son titre) au-delà des déterminations du capital. Cela revient à dire, au-delà du salaire et du prix. Tout à fait, en théorie. Le communisme dans le moment actuel, qui ne peut plus être assimilé au contrôle ouvrier sur la production et la distribution à la mode socialiste, est la rupture de l'indexation de l'accès de chacun à ses besoins selon son apport en travail – les deux activités sociales jumelles qui sont précisément régulées par le prix et le salaire. Il peut, au sens le plus large, préserver la production et la consommation. Mais il se débarrasse des médiations qui lient production et consommation. C'est alors seulement que les contraintes de la valeur qui organisent les rapports sociaux sont anéanties.

Mais, tapi dans l'ombre que projette la lumière abstraite de l'idéal, se trouve l'idée, pratique et concrète, que la commune est au-delà de toute production et consommation capitaliste. Si, au dernier moment, nous faisons appel aux histoires matérielles, c'est que notre point de départ n'a jamais été ailleurs. Ni la Commune de Paris, ni celle de Morelos ne peuvent se comprendre indépendamment des catastrophes sociales – les *bouleversements* – qui les ont précédées³⁹. La commune apparaît comme un au-delà du salaire et du prix parce que ces luttes cessent d'être possibles en pratique, parce que la reproduction humaine à ce moment-là ne se situe ni sur le marché ni sur le lieu de travail. Dans la mesure où la commune est une ouverture historique, elle constitue aussi une fermeture, et celle-ci est indissociable de la sa propre existence et de son action. Comme nous le rappelle Marx, « la grande mesure sociale de la Commune, ce fut sa propre existence et son action⁴⁰.

La commune, ainsi, se place dans la continuité de l'émeute. Elle présuppose l'impossibilité de fixer les prix comme moyen de garantir une quelconque forme d'émancipation. Elle sera probablement à l'initiative, comme de nombreuses luttes de la première ère des émeutes, de ceux pour qui la question de la reproduction au-delà du salaire se pose depuis longtemps – ceux qui ont été socialement façonnés comme porteurs de cette crise. « Les femmes partirent les premières, nous rappelle Lissagaray à propos de la Commune de Paris, bronzées par le siège – elles avaient eu double ration de misère⁴¹. Le siège que constitue le genre n'a jamais été levé.

38 K. Ross, *L'imaginaire de la Commune*, op. Cit., p. 136.

39 Pour un exposé des conditions politico-économiques à Morelos avant la commune, cf. P. Hardt, *Bitter Harvest. The Social Transformation of Morelos, Mexico, and the Origins of the Zapatista Revolution . 1840 – 1910*, Albuquerque, University of New Mexico, 2005, p. 149, 191 – 192.

40 K. Marx, op. Cit., p. 67.

41 P. - O. Lissagaray, *Histoire de la Commune de 1871* (1876), Paris, La Découverte, 1996, p. 112.

En même temps, la commune fait aussi rupture avec la fixation des prix qui est à l'origine de l'émeute, parce que cette action ne garantit pas la subsistance. Elle est au-delà de la grève comme de l'émeute. Dans une telle situation, la commune apparaît non comme un « événement », mais comme une tactique de reproduction sociale. Il est crucial de comprendre la commune d'abord comme une tactique, comme *une pratique à laquelle la théorie est adéquate*. Au-delà de la grève et de l'émeute, ce qui différencie les problèmes et les possibilités de reproduction de ceux de la production et de la consommation est cela : la commune est une tactique qui est aussi une forme de vie.

Les communes qui viennent se développeront là où les luttes sur la production et celles sur la circulation sont arrivés à bout. Les communes qui viennent émergeront probablement en premier on pas derrière les murailles des cités ou des communautés en retrait, mais dans des villes ouvertes où ceux qui sont exclus de l'économie formelle et laissés à la dérive dans la circulation assistent actuellement à l'incapacité du marché à satisfaire leurs besoins. Le *glacis* qui enserre l'Enceinte de Thiers est dorénavant le *Boulevard Périphérique* ; les populations surnuméraires s'entassent dorénavant sur les routes qui encerclent Lima, Dhaka et Dar es Salaam. Mais pas que là.

Le monde s'effondre, le centre et la périphérie ne peuvent tenir. Nous tournons sans fin dans la nuit et nous sommes consumés par le feu. Peut-être que la Longue Crise du capital peut se renverser ; d'un côté comme de l'autre, le pari est risqué. Avec la crise qui perdure, cependant, la reproduction du capital par le circuit de la production et de la circulation – salaire et marché – apparaît de plus en plus non comme une possibilité mais comme une limite à la reproduction des prolétaires. Un circuit mort et qui crame. L'émeute y fait un retour tardif et apparaît très tôt, à la fois trop et trop peu. La commune n'est rien d'autre que le nom donné à la tentative de dépasser cette limite, une singulière catastrophe à venir.